



## Tout fout le camp ?

**Retraites, climat, « gilets jaunes », ces mobilisations montrent une recrudescence de l'engagement et de la volonté des français-e-s de ne plus se laisser marcher sur les pieds. De dire non, de le dire fort et aussi de le dire longtemps !**

### Non à la réforme des retraites...

Le dossier des retraites recouvre lui, en plus des enjeux économiques, des enjeux sociaux et sociétaux. Le recul de l'âge de départ à la retraite, même si bien sûr on nous répète qu'il ne sera pas modifié (ben voyons!), va avoir des incidences sur les modes de travail, les conditions de travail. C'est d'autant plus problématique que l'on constate, au travers des transformations de services, à quel point les agent-e-s « seniors » ont du mal à trouver grâce aux yeux des potentiels employeurs... Une vraie source de discrimination encore trop souvent minimisée par l'administration.

### Non à la fin des services publics...

En conseil fédéral, notre syndicat a réaffirmé ses valeurs et ses principes avec un seul objectif : celui d'être au services des agent-e-s fortement malmené-e-s ces derniers temps par un gouvernement menant des politiques inconscientes des enjeux pourtant cruciaux de notre société et de notre monde. L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen démontre à quel point nous avons besoin d'une administration de contrôle forte et indépendante des lobbys financiers. C'est, en plus d'être en enjeu de service public, un enjeu de santé publique !

### Non au dérèglement climatique...

C'est aussi ce que recouvre la lutte pour le climat, tout à la fois de nature environnementale, sociale et sociétale. Et ça les jeunes l'ont compris ! Si en France leurs mobilisations n'atteignent pas (encore !) les records constatés dans d'autres pays, elles montrent une prise de conscience dépassant largement celle de la plupart des adultes ! L'inaction du gouvernement est criminelle

et le mépris affiché à l'égard de tous ceux (et surtout celle, Greta Thurnberg !) qui se mobilisent inadmissible !

### Mais tous les espoirs sont permis !

Même si nous avons le sentiment de ne pas être entendu-e-s, voire même parfois raillé-e-s dans nos mots d'ordre, nous devons continuer à nous mobiliser et à savoir dire non à ces réformes, à ces vieux schémas de pensée ! Nous portons, collectivement, la responsabilité de laisser à nos enfants un monde meilleur. C'est aussi collectivement que nous pourrons mettre en œuvre des actes forts pour une planète vivante avec des habitant-e-s solidaires !

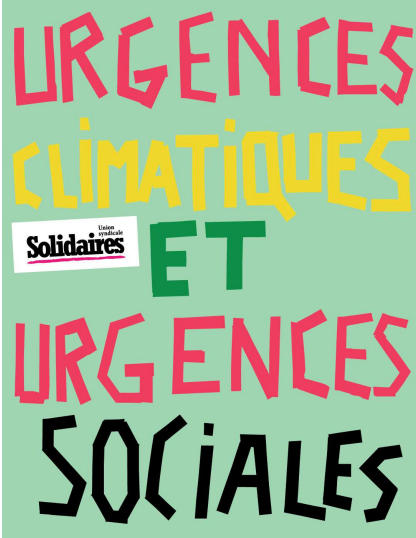
## Échos des luttes

◆ **Privatisation d'ADP.** Il n'est pas trop tard pour signer : vous avez jusqu'au 15 mars 2020. Il faut 4,7 millions de signatures pour que soit affirmé le caractère de service public national des aéroports de Paris. <https://www.referendum.interieur.gouv.fr>

◆ Après le succès de la grève du 13 septembre, avec des taux record de grévistes : 60 % dans les bus et trams, 95 % pour le métro et les RER, **Sud Rail et Solidaires RATP**, rejoints par l'ensemble des autres syndicats de transports, ont lancé un appel à la grève pour le 5 décembre. Nul doute qu'ils ne seront pas seuls dans la rue !

◆ **Plan d'urgence pour l'hôpital.** C'est ce que réclame depuis plusieurs mois les professionnels des services des urgences. **Sud Santé Sociaux** refuse les mesurètes proposées et réclame un plan d'envergure : création de 10 000 postes, augmentation du nombre de lits et augmentation des salaires.

◆ **Solidaires organise un débat « L'amiante, une lutte d'aujourd'hui »** dans le cadre du Solidaires Social Club le 16 octobre à 18h30. C'est effectivement une lutte : à Nantes, par exemple, l'administration rechigne à reconnaître l'exposition des agent.e.s des MEFs qui travaillaient au Tripode, bâtiment amiante.



# Retraite à points : le seul objectif, c'est de faire des économies !

**C'est un peu une lapalissade mais cela vaut la peine d'être rappelé : le seul objectif de la réforme des retraites à venir, c'est de faire faire des économies à l'État. Et ces économies se feront sur le dos de l'ensemble des travailleurs, du public comme du privé.**

## Aujourd'hui c'est comment ?

Quel que soit le régime (régimes spéciaux, fonction publique...), aujourd'hui le calcul de la pension s'effectue à partir du salaire de référence et de la durée de cotisation. La façon de calculer la retraite de chaque travailleur·se est inscrite dans la loi, c'est au gouvernement de prévoir des ressources suffisantes pour les financer et équilibrer le système. À chacune des réformes des retraites engagées, les gouvernements successifs ont argué que le système n'était pas à l'équilibre. Aujourd'hui, gouvernement et patronat veulent que les salarié·e·s intègrent l'idée que l'avenir du système de retraite impose de limiter la masse financière consacrée aux retraites à 14 % du PIB, malgré l'augmentation continue du nombre de retraité·e·s.

## Et demain ?

Le système à points équilibre les comptes par la baisse des pensions. Le système à point est calculé sur la totalité de la carrière y compris les plus mauvaises périodes et les périodes non travaillées et entraîne donc une baisse de la pension. Ce système va donc reproduire les inégalités de la vie active, à l'inverse du système actuel qui ne tient compte que des meilleures années. Dans le système à point, le principe est que « un euro versé donne les mêmes droits à tout le monde », celui qui ne verse pas n'acquiert aucun droit. Ce sera du chacun pour soi !

## « Les fonctionnaires seront gagnants »

2 On nous explique que l'intégration des primes dans le calcul des pensions permettra aux fonctionnaires d'élever leur niveau de

retraites... On doute que TOUTES les primes soient intégrées et puis surtout l'écart du niveau de prime entre les différents versants, entre les différentes administrations et catégories va générer des inégalités importantes. D'autant que la rémunération au mérite va rajouter encore des disparités salariales.

## Et tout ça, à quel âge ?

Même si l'âge de départ à la retraite à 62 ans est maintenu sur le papier, tout dans le nouveau système sera fait pour que les actifs continuent à travailler plus longtemps pour espérer avoir une retraite décente. En d'autres termes, un actif qui souhaiterait partir à la retraite entre 62 et 64 ans toucherait une pension pénalisée par un malus.

## Système solidaire ?

Pas vraiment. Les agent·e·s ayant des carrières heurtées, comme les femmes, les contractuel·e·s, les personnes ayant eu des congés longue maladie, se retrouveront avec des retraites diminuées. Ce ne sont pas les quelques points qui devraient être accordés au titre des aléas de l'existence qui compenseront les carrières « à trous » de certains agent·e·s.

## À qui profite le crime ?

Si la majorité des français·e·s a tout à perdre avec cette réforme, certain·e·s vont s'en mettre plein les poches ! Les banquiers, les assureurs auront fort à faire tant il est sûr que les plus aisé·e·s vont se précipiter sur

tous les produits capables de gonfler le montant de leurs retraites. Ça va être la valse des retraites complémentaires par capitalisation pour ceux qui pourront se les payer...

**Nous ne pouvons rester muet·te·s devant ce sinistre programme de remise en cause profonde de la solidarité nationale. Les futur·e·s retraité·e·s que nous sommes veulent vivre, pas survivre !**

**Et pour cela il nous faut nous mobiliser et forcer le gouvernement à renoncer à cette réforme !**



# Conseil de la fédération des syndicats Solidaires des MEFs



**Les représentant·e·s des six syndicats composant la fédération Solidaires Finances se sont retrouv·e·s pour leur conseil fédéral les 24, 25 et 26 septembre. 3 jours de débat, d'échanges qui ont donné des propositions et des prises de position ! En voici le résumé.**

1989 ce n'est pas seulement les 30 ans du bâtiment de Bercy, c'est aussi l'anniversaire d'un conflit victorieux pour les agent·e·s qui a, entre autres, obtenu la création de l'IMT intégrée dans le calcul des retraites, la création des CHS, une augmentation du plan de qualification ministériel et posé les bases de l'action sociale ministérielle telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'est dans cette logique que nous avons réaffirmé collectivement notre attachement aux missions de Bercy.

## Les missions attaquées

Si on en doutait encore, les récentes annonces concernant les agent·e·s de la DGFIP, des Douanes, de la DGC-CRF et de l'administration centrale ne peuvent plus cacher que le sens profond, le rôle, l'organisation, les moyens et les agent·e·s des MEFs sont dans le viseur du pouvoir et de son idéologie. Vouloir à tout prix diminuer le rôle de contrôle de son administration revient à favoriser les intérêts économiques de quelques-uns, les plus grosses entreprises, au détriment des plus vulnérables, ceux et celles qui ont besoin d'un État véritablement social.

Par les suppressions de poste, par le manque de moyens, par les réorganisations au pas de charge, par la privatisation rampante, le gouvernement signe l'avis de décès d'une administration au service du public.

## Action sociale en danger

Solidaires Finances défend une action sociale ministérielle accessible à tous·tes et une augmentation des dotations, au contraire de la dérive actuelle vers le moins disant social.

Solidaires Finances s'oppose à la fusion des associations, lesquelles interviennent sur des champs d'action spécifiques ; demande l'implantation de restaurants AGRAF sur l'ensemble du territoire pour une restauration de qualité et à moindre coût ; la mise en place d'une aide au logement en fonction des revenus pour les agent·e·s ne bénéficiant pas d'un logement social... L'action sociale n'est ni un confort ni un luxe. C'est une absolue nécessité dans le contexte économique et social actuel. Elle ne doit donc pas être remise en cause ni dans ses moyens ni dans son organisation.

## « Transformation » des instances paritaires

Solidaires Finances a réitéré son opposition à la disparition des instances et singulièrement à la réduction du champ de compétences des CAP qui doit survenir dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Pourtant en décembre 2018, par leur participation massive aux élections professionnelles, les personnels ont réaffirmé leur confiance envers les organisations syndicales pour les défendre au quotidien. La suppression des instances actuelles de dialogue social va entraîner une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire !

**Nous sommes tous et toutes dans le même bateau, le paquebot bercyien, soumis aux mêmes dérèglements, aux mêmes interrogations sur le sens de nos missions, aux mêmes contraintes liées aux manques de moyens... et c'est pour cela que nous sommes... Solidaires !**

[Les motions adoptées sont disponibles sur le site de la Fédération Finances et sur ceux de tous les syndicats qui la composent.]

## « Notre maison brûle... »

**Extraits du communiqué de presse Solidaires IDD (Industrie et développement durable), membre de la fédération Solidaires Finances, suite à l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen**

« Quasiment 18 ans jour pour jour (21/09/2001) après l'accident de l'usine AZF à Toulouse, un nouvel accident industriel majeur à Rouen met en évidence l'importance des missions de l'État dans le contrôle et la surveillance des installations présentant des risques d'incendie, d'explosion, des rejets et d'émissions polluants.

Il existe 1 300 sites SEVESO en France : 700 sont classés « seuil haut » comme le groupe américain LUBRIZOL. Pour contrôler ces sites et les 500 000 autres installations, il ne reste que 1 200 inspecteurs.trices.

.../...

La ministre de l'environnement – Roselyne Bachelot – en 2001 avait promis le doublement des effectifs, puis la création de 400 emplois en renfort et pour finir, seuls 200 ont été redéployés sur cette mission.

Depuis, les exigences législatives se sont accrues alors que le nombre des inspecteurs.trices ne fait que décroître. »

... « Et nous regardons ailleurs. »...



# L'actualité de l'administration centrale

## Transformation de la DGE

Cette transformation qui devait être exemplaire, d'après le représentant de la DITP, a lentement tourné au fiasco depuis sa mise en route fin août 2018. **Sud centrale Solidaires** a systématiquement pointé les lacunes tout au long de ce projet : manque d'information et extrême faiblesse d'accompagnement des agent.e.s, trop grande précipitation, pertes de repères dans ce nouveau mode de travail, compétition entre collègues, évictions des plus âgé.e.s... Nous avons obtenu deux avancées lors du comité technique du 19 septembre.

Un arrêté de restructuration des services centraux de la DGE a été voté. Même s'il demeure insuffisant, il permettra à certains agents de bénéficier de dispositifs financiers sous condition d'éligibilité (prime de restructuration de service, complément indemnitaire d'accompagnement, indemnité de départ volontaire). La DGE s'est engagée à produire une note de gestion rappelant la nécessité d'un reclassement prioritaire des agents, d'une formation permettant une reconversion professionnelle. Des pistes doivent aussi être étudiées pour régler les problématiques des agents dont les postes ont été « substantiellement » modifiés.

Un comité de suivi RH a été créé afin de suivre les 31 agents dont les postes ont été supprimés et qui sont encore sur le carreau. Le prochain aura lieu le 8 octobre.

## Transformation interne du secrétariat général de Bercy

En lien avec la circulaire du premier ministre du 5 juin 2019, Bercy, cette fois encore en avance, a nommé un directeur de projet. Celui-ci a pour mission de mutualiser 6 grandes missions propres au SG : la RH de proximité, les achats, la communication, l'informatique, la logistique et le budget. De quoi inquiéter les agent.e.s du secrétariat général qui ont déjà connu de multiples changements !

## Création de l'agence nationale de la cohésion des territoires

Il s'agit de transférer 22 agents de l'actuelle Agence du numérique à l'ANCT. Faute d'une étude de projet et d'une fiche d'impact satisfaisantes, il a été demandé de reporter ce point au prochain comité technique.

## Protégeons la santé physique et mentale des agent.e.s

**Sud Centrale Solidaires** déplore les annonces très (trop) fréquentes de suicides dans la fonction publique. Les personnels des MEFs ne sont pas épargnés.

Nous sommes inquiètes de la disparition d'instances dont le rôle est justement de prévenir les souffrances qui peuvent mener au suicide.

Il est essentiel de rappeler que, comme le prévoit le Code du Travail, le devoir de protection des agent.e.s incombe à l'administration.

Les CHSCT et les acteurs de prévention doivent être mieux connus et avoir plus de moyens pour répondre aux souffrances exprimées sur les lieux de travail. C'est aussi le rôle des organisations syndicales qui sont à votre disposition. Le principal c'est de ne pas rester seul.e !

## Coup de griffe lexical



**Transformation** de la DGE, loi de **transformation** de la Fonction Publique... Le joli mot que voilà « **transformation** ». Si ce mot est utilisé c'est pour la compréhension positive qu'en ont la plupart des gens. Une transformation, ça

a toujours l'air bénéfique, ça sonne comme innovation, envie de faire autre chose. On pourrait croire à une recette de cuisine : prenez tout ce qu'il y a dans votre frigo et transformez-le en un plat grandiose digne des plus grands chefs...

Sauf que, aujourd'hui, dans l'administration, ce mot recouvre de bien plus sinistres desseins. Il s'agit plutôt de supprimer que de transformer. Transformer des missions revient à les vider de leur sens. Transformer des postes revient à supprimer des emplois et à prier les agent.e.s titulaires d'aller voir ailleurs.

C'est l'un des principes de la novlangue, utiliser des euphémismes pour tout, tout le temps... Et s'ils arrêtaient de nous prendre pour des gogos et qu'ils disaient les choses franchement ?

## Et si vous nous contactiez ?

**Votre poste est supprimé ? Vous rencontrez des difficultés professionnelles ?**

**Nous sommes à votre disposition pour vous soutenir et vous accompagner dans vos démarches.**

**Syndicat Sud Centrale Solidaires**

Tél. : 01 53 18 73 21

Bâtiment Vauban - Nord 1 - Pièces 0062 - 0064 - 0069 - 0073

syndicat-sud-centrale@syndicats.finances.gouv.fr - www.sudcm.org